

n° 2024 12 13

Jeudi 19 décembre 2024

Recueil

1'0

Actes
administratifs
Préfecture de
l'Orne

www.orne.pref.gouv.fr

→ Publications

→→ Recueil des actes administratifs

→→→ Recueil des actes administratifs

→→→→ Mois en cours

Table des matières

CABINET DU PRÉFET.....	3
<i>Bureau de la Sécurité Intérieure.....</i>	<i>3</i>
Arrêté n° 1013-2024-0622.....	3
– portant interdiction temporaire de la détention, du transport, de l’achat, de la vente et de l’utilisation d’artifices de divertissement.....	3
– portant interdiction temporaire de la consommation de boissons alcooliques du 3 ^e au 5 ^e groupes sur la voie publique.....	3
– portant interdiction temporaire de la détention, du transport, de la distribution, de l’achat et de la vente à emporter de carburant dans tout récipient transportable.....	3
Arrêté n° 1013-2024-0632.....	5
portant interdiction des rassemblements festifs à caractère musical et de la circulation de tout véhicule transportant du matériel de diffusion de musique amplifiée à destination d’un rassemblement festif à caractère musical non autorisé.....	5
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ.....	7
<i>Bureau des Élections, de la Réglementation et des Missions de Proximité.....</i>	<i>7</i>
Arrêté n° 1113-2024-0359.....	7
Élections des membres de la Chambre d’Agriculture de l’Orne.....	7
Listes électorales définitives des groupements.....	7
Arrêté n° 1113-2024-0361.....	8
Fixant l’état définitif des listes de candidats à l’élection des membres de la chambre territoriale de l’Orne.....	8
Arrêté n° 1113-2024-0362.....	12
Élections des membres de la chambre d’agriculture de l’Orne.....	12
Listes électorales définitives des électeurs individuels.....	12
DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES.....	13
ET DE L'APPUI TERRITORIAL.....	13
<i>Bureau de la coordination interministérielle et de l'environnement.....</i>	<i>13</i>
Arrêté n° 1122-2024-20102.....	13
Portant modification de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.....	13
AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE NORMANDIE.....	19
<i>Délégation Départementale de l’Orne.....</i>	<i>19</i>
Portant traitement d’une insalubrité liée à un danger dans un habitat logement sis lieu-dit 43 rue de Montparnasse – 61120 Vimoutiers - références cadastrales AI 46.....	19

Arrêté n° 1013-2024-0622

- portant interdiction temporaire de la détention, du transport, de l'achat, de la vente et de l'utilisation d'artifices de divertissement**
- portant interdiction temporaire de la consommation de boissons alcooliques du 3^e au 5^e groupes sur la voie publique**
- portant interdiction temporaire de la détention, du transport, de la distribution, de l'achat et de la vente à emporter de carburant dans tout récipient transportable**

Le Préfet de l'Orne,

Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2013/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

VU la directive 2014/28/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L?2542-2 et suivants ;

VU le Code de la sécurité intérieure ;

VU le Code pénal, notamment ses articles 222-14-1 et 222-15-1 ;

VU le Code de procédure pénale ;

VU le Code des douanes, notamment ses articles 38 et 323 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

VU le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

VU le décret 2015-799 du 1^{er} juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

VU le décret du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET, Préfet de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1013-23-0434 du 10 octobre 2023 portant réglementation des débits de boissons et dispositions relatives aux lieux de vente de tabac dans le département de l'Orne ;

CONSIDÉRANT que la nuit de la Saint-Sylvestre est traditionnellement propice à des mouvements de foule, à des manifestations de liesse mais aussi à des débordements favorisés par la consommation d'alcool sur la voie publique ;

CONSIDÉRANT que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ;

CONSIDÉRANT la nécessité de prévenir tout incident ou trouble à l'ordre public occasionné par l'usage d'artifices de divertissement, notamment les incendies de véhicules et de bâtiments, ainsi que leur usage détourné comme arme par destination à l'encontre des forces de l'ordre ;

CONSIDÉRANT que des troubles et des nuisances sont occasionnés par des personnes consommant de l'alcool, sur le domaine public ;

CONSIDÉRANT que la consommation de boissons alcooliques sur la voie publique, particulièrement en période nocturne, peut être à l'origine de tels comportements et constituent un facteur générateur de troubles à l'ordre et à la tranquillité publics ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'autorité de police compétente de prévenir les troubles à l'ordre public par des mesures adaptées, proportionnées et strictement nécessaires ; que des mesures d'interdiction temporaire de la détention, du transport, de l'achat, de la vente et de l'utilisation d'artifices de divertissement, de la consommation de boissons alcooliques sur la voie publique, ainsi que de la détention, du transport, de la distribution, de l'achat et de la vente à emporter de carburant dans tout récipient transportable répondent à ces objectifs ;

CONSIDÉRANT l'application du plan vigipirate au niveau « urgence attentat » ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de cabinet ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La détention, le transport, l’achat, la vente et l’utilisation des artifices de divertissement des catégories F4, F3, F2, les bombes d’artifice, les bombes logées, ainsi que les fusées de catégorie T1 et P1 sont interdits sur l’ensemble du territoire du département de l’Orne :

– du lundi 23 décembre 2024, 6h00 au mercredi 1^{er} janvier 2025, 6h00.

Cette interdiction ne s’applique pas aux personnes titulaires du certificat de qualification F4-T2 et de l’agrément préfectoral prévu à l’article 4 du décret du 31 mai 2010, ou de l’agrément préfectoral F2-F3, prévu à l’article 5 du décret du 31 mai 2010.

ARTICLE 2 – La détention, le transport, la distribution, l’achat et la vente de carburants dans tout récipient transportable sont interdits sur l’ensemble du territoire du département de l’Orne :

– du lundi 30 décembre 2024, 06h00 au mercredi 1^{er} janvier 2025, 6h00.

Cette interdiction ne s’applique pas aux situations d’urgence avérées, dûment justifiées par le client et vérifiées, en tant que de besoin, avec le concours des services de police et de gendarmerie locaux.

Les détaillants, gérants et exploitants de stations services, notamment de celles qui disposent d’appareils automatisés permettant la distribution de carburants, doivent prendre les dispositions nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

ARTICLE 3 – La consommation de boissons alcooliques du 3^e au 5^e groupes est interdite sur la voie publique sur l’ensemble du territoire du département de l’Orne :

– du mardi 31 décembre 2024, 20h00 au mercredi 1^{er} janvier 2025, 6h00.

ARTICLE 4 – Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur, notamment en application de l’article R.644-5 du code pénal sanctionnant d’une amende de 4^e classe la violation des interdictions et le manquement aux obligations édictées par arrêtés pris sur le fondement des pouvoirs de police générale des autorités compétentes.

ARTICLE 5 – Les exploitants des commerces concernés prennent les dispositions nécessaires pour faire respecter ces interdictions.

ARTICLE 6 – Tout recours à l’encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Caen (3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4) dans un délai de deux mois suivant sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l’auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le Ministère de l’Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 – Le directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements d’Alençon, d’Argentan et de Mortagne-au-Perche, le directeur départemental de la police nationale, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l’Orne et dont une copie sera transmise aux Procureurs de la République près les tribunaux judiciaires d’Alençon et d’Argentan.

Fait à Alençon, le 19 décembre 2024

Le Préfet,

Signé

Sébastien JALLET

Arrêté n° 1013-2024-0632
portant interdiction des rassemblements festifs à caractère musical et de
la circulation de tout véhicule transportant du matériel de diffusion de
musique amplifiée à destination d'un rassemblement festif à caractère
musical non autorisé

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2, L. 2215-1 et L. 2214-4 ;

Vu le Code de la sécurité intérieure notamment ses articles L 211-5 à L 211-8, L 211-15, R 211-2 à R 211-9 et R 211-27 à R 211-30 ;

Vu le décret n° 2002-887 du 3 mai 2002 modifié relatif à certains rassemblements festifs à caractère musical ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;

Vu le décret du 27 mars 2024 nommant Monsieur Marc ANDRÉ, sous-préfet, Directeur de Cabinet du préfet de l'Orne ;

Vu L'arrêté préfectoral n°1122-2024-10020 donnant délégation de signature à Monsieur Marc ANDRÉ, Directeur de Cabinet ;

Considérant que, selon les informations dont disposent les services de police et de gendarmerie, un rassemblement festif à caractère musical de type « rave-party » est susceptible d'être organisé dans le département de l'Orne durant la période du 21 décembre au 22 décembre 2024 inclus ;

Considérant les rassemblements festifs à caractère musical de type « rave-party » non autorisés survenus dans le département de l'Orne en 2021 à Boischampré, à Saint-Honorine-la-Chardonne, à Lougé-sur-Maire, à Saint-Georges d'Annebecq et à Bailleul, en 2022 à Champsecret, Saint-Brice-sous-Rânes, Boischampré, Torchamp, Vrigny, en 2023 à Saint-Brice-sous-Rânes et Saint Clair-de-Halouze ;

Considérant la tenue d'une rave-party dans la nuit du 04 au 05 mai 2024 dans une propriété désaffectée lieu dit « La Jarretièrre » à l'initiative des Sounds System REFRACT et IPAKTE ;

Considérant la tenue de deux rassemblements à caractère festif non autorisés dans la nuit du 14 au 15 septembre 2024 sur les communes de Moulins-sur-Orne et de Champsecret ;

Considérant qu'en application de l'article L. 211-5 du Code de la sécurité intérieure, les rassemblements festifs à caractère musical sont soumis à l'obligation de déclaration préalable auprès du Préfet de département ;

Considérant qu'aucune déclaration préalable n'a été déposée auprès du Préfet de l'Orne, précisant le nombre prévisible de participants ainsi que les mesures envisagées par les organisateurs des événements évoqués au premier considérant pour garantir la sécurité, la salubrité, l'hygiène et la tranquillité publiques, alors même que les organisateurs en ont l'obligation au plus tard un mois avant la date prévue de la manifestation ;

Considérant la nécessité de prévenir le risque élevé de troubles à l'ordre public ; que le nombre de personnes attendues dans ce type de rassemblement est élevé ; que les moyens appropriés en matière de secours aux personnes, ainsi qu'en matière de sécurité routière ne peuvent être réunis ;

Considérant l'urgence à prévenir les risques d'atteinte à l'ordre et à la tranquillité publics et les pouvoirs de police administrative général que le Préfet tient des dispositions de l'article L. 2215-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le plan Vigipirate est au niveau « urgence attentat » sur l'ensemble du territoire national, attestant d'un niveau de menace élevé et qu'un rassemblement de ce type pourrait constituer une opportunité de trouble à l'ordre public majeur ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police administrative de concilier les libertés publiques avec les impératifs d'ordre public ; que dans ce cadre elle se doit de prendre les mesures nécessaires, adaptées et proportionnées de nature à prévenir tant la commission d'infractions pénales que les troubles à l'ordre public ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} - La tenue des rassemblements festifs à caractère musical (de type « rave-party », « teknival » ou « free-party ») répondant aux caractéristiques énoncées à l'article R. 211-2 du Code de la sécurité intérieure, autres que ceux légalement déclarés ou autorisés, est interdite sur l'ensemble du territoire du département de l'Orne pendant la période suivante :

– du vendredi 20 décembre 2024, 19h00 au lundi 23 décembre 2024, 07h00.

ARTICLE 2 - La circulation de tout véhicule transportant du matériel de diffusion de musique amplifiée à destination d'un rassemblement festif à caractère musical non autorisé est interdite sur l'ensemble des réseaux routiers du département de l'Orne pendant la période suivante :

– du vendredi 20 décembre 2024, 19h00 au lundi 23 décembre 2024, 07h00.

ARTICLE 3 - Toute infraction au présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article R.211-27 du Code de la sécurité intérieure et peut donner lieu à la saisie du matériel en vue de sa confiscation par le tribunal.

ARTICLE 4 - La présente décision peut être contestée selon les voies de recours suivantes :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Caen (3 rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 Caen cedex 4) dans un délai de deux mois suivant sa notification. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision (ou bien un recours hiérarchique devant le Ministère de l'Intérieur). Dans ce cas, le recours contentieux sera introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 - Le directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Orne, le directeur départemental de la police nationale, les maires du département de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne et dont une copie sera transmise à Madame la Procureure de la République près le tribunal judiciaire d'Alençon et à Monsieur le Procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Argentan.

Fait à Alençon, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet,

Le Sous-Préfet,

Directeur de Cabinet

Signé

Marc ANDRÉ

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

Bureau des Élections, de la Réglementation et des Missions de Proximité

Arrêté n° 1113-2024-0359

**Élections des membres de la Chambre d'Agriculture de l'Orne
Listes électorales définitives des groupements**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2024-817 du 8 juillet 2024 relatif à la composition des chambres d'agriculture et à l'élection de leurs membres ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2024 pris en application de l'article R. 511-44 du Code rural et de la pêche maritime et convoquant les électeurs pour l'élection des membres des chambres d'agriculture ;

Vu les réunions de la commission d'établissement des listes électorales des 18 septembre, 18 octobre et 20 novembre 2024 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - En vue du renouvellement des membres de la chambre d'agriculture de l'Orne, la liste électorale comportant les noms des groupements et des personnes appelées à voter au nom de ces groupements est arrêtée comme suit :

– **5 a – Collège des coopératives de la production agricole** : la liste électorale compte 14 électeurs, correspondant à 182 voix.

– **5 b – Collège des autres coopératives et SICA** : la liste électorale compte 30 électeurs, correspondant à 30 voix.

– **5 c – Collège des caisses de crédit agricole** : la liste électorale compte 78 électeurs, correspondant à 78 voix.

– **5 d – Collège des caisses d'assurance mutuelles agricoles et caisses de mutualité sociale agricole** : la liste électorale compte 34 électeurs, correspondant à 34 voix.

– **5 e – Collège des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs** : la liste électorale compte 62 électeurs, correspondant à 148 voix.

ARTICLE 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Orne.

Alençon, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général,
Signé
Yohan BLONDEL

Voies et délais de recours

Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez déposer soit :

– un recours gracieux devant l'auteur de la décision ;

– un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ;

– un recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente, Tribunal Administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Arrêté n° 1113-2024-0361

Fixant l'état définitif des listes de candidats à l'élection des membres de la chambre territoriale de l'Orne

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R. 511-35 ;
Vu le décret n° 2024-817 du 8 juillet 2024 relatif à la composition des chambres d'agriculture et à l'élection de leurs membres ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 avril 2024 pris en application de l'article R. 511-44 du Code rural et de la pêche maritime et convoquant les électeurs pour l'élection des membres des chambres d'agriculture ;
Vu l'instruction technique DGPE/SDPE/2024-431 du 16 juillet 2024 ;
Vu l'enregistrement des listes de candidats reçues avant le 16 décembre 2024 à 12h00 ;
Vu le tirage au sort du 17 décembre 2024 fixant l'ordre de présentation des listes de candidats ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - L'état définitif et l'ordre des listes de candidats, par collège, se présentant à l'élection des membres de la chambre territoriale de l'Orne sont arrêtés ainsi qu'il suit :

1 – Collège des chefs d'exploitation et assimilés

18 sièges à pourvoir

– Liste « 100 % agriculteurs, ensemble, gagnons notre liberté » présentée par la Coordination Rurale de l'Orne

1. COUPEY Thierry - Chambre régionale 2. PREEL Anne-Valérie - Chambre régionale 3. LEROYER Sébastien 4. RIVIERE Marc - Chambre régionale 5. BOUVIER Odile 6. BOUVET Pierre 7. RENARD Philippe 8. EPINEAU Frédéric 9. ROBAEYS Isabel 10. GOUPY Kévin	11. JOUI Jérôme 12. LAINE Yvette - Chambre régionale 13. LAVIE- - HAYNES Grégoire 14. COTREL - LASSAUSSEY Cyrille 15. AUBRY Véronique 16. LEPOIVRE Jérôme 17. HUVE Bruno 18. GAUTIER Thérèse 19. CROISE Alain 20. HAVARD Sylvain
--	---

- Liste : Confédération paysanne de l'Orne

1. SAUQUES Alexandre 2. CLOUARD Lucie 3. RENOUE Julien 4. RAOUS Cécile 5. CHOPIN Guillaume - Chambre régionale 6. JAROUESSIE Clara 7. SAUQUES Cyrille 8. RADIGUET Angéline - Chambre régionale 9. BENARD Edouard - Chambre régionale 10. CAILLIBAUD Bruno	11. LAINE Élodie 12. FORGET Jérôme 13. SYRYN Christine 14. BABIN Cédric 15. DODIN Philippine 16. MECHEKOUR Geoffrey 17. GRAUX Julie 18. LEMAÎTRE Thierry - Chambre régionale 19. LION Benoît 20. RAGOT Céline
--	--

- Liste FDSEA-JA de l'Orne

1. LARCHEVEQUE Guillaume - Chambre régionale	11. GENISSEL Denis
2. DELYE Sylvain	12. VIE Valérie
3. PILOUER Chloé	13. VAUGEOIS Maxime - Chambre régionale
4. PROD'HOMME Armand	14. DAVY Stéphane
5. TISON Nicolas	15. NOBUS Sylvie
6. DENIS Anne-Marie - Chambre régionale	16. LOISEAU Thibaut
7. GRAINDORGE Alexis - Chambre régionale	17. MEUNIER Stéphane
8. LOUVEL Damien - Chambre régionale	18. HUBERT Michèle
9. LUBRUN Laurence - Chambre régionale	19. RADIGUE Jean-Baptiste
10. AGUINET Jean-Christophe	20. PREVOST Emmanuel

2 – Collège des propriétaires et usufruitiers

1 siège à pourvoir

- Liste FDSEA – JA de l'Orne

1. GILBERT Jackie
2. BEAUDOIRE Lucette
3. COQUEREL Claude

- Liste Confédération paysanne de l'Orne

1. BOUTHRY Jean
2. LAMBERT Odile
3. BOISGONTIER Christian

- Liste : La propriété privée rurale

1. QUENARDEL Eric
2. PIOT Isabelle
3. du PLESSIS Joseph

3 a – Collège des salariés de la production agricole

3 sièges à pourvoir

- Liste CFTC-AGRI

1. LECONTE Marie
2. MEUNIER-DOYERE Adèle
3. BOUCHARD Simon
4. BROUST Lucien
5. GUILLOT Sébastien

- Liste « L'Agriculture, c'est aussi vous ! » présentée par la CFDT Agri Agro

1. FIETTE Nicole
2. FERARD Frédéric
3. BALLON Frédéric
4. ERNULT Ludovic
5. CHAPPE Karine

- Liste CFE-CGC

1. NORMAND François
2. TUDOCE Coralie
3. GAUDRE Emilien
4. HEARD Thomas
5. BELLANGER Angéline

- Liste CGT

1. ESNAULT Romain
2. GERVAIS Guillaume
3. VERRIER Isabelle
4. ANQUETIL Pascal
5. GRUEL Serge

3 b – Collège des salariés des groupements professionnels agricoles

3 sièges à pourvoir

- Liste « L’Agriculture, c’est aussi vous ! » présentée par la CFDT Agri Agro

1. LAUMAILLE Joël
2. FAVERIS Sandrine
3. GROSMEISNIL-MONEL Claire
4. GAGER Séverine
5. MALOT Thierry

- Liste CGT

1. BELLOCHE Yohann
2. MONSALLIER Christelle
3. PELLERIN Thierry
4. GUITTON Gaël
5. DUVAL Ludovic

- Liste CFE-CGC

1. GENISSEL François
2. MAYET Valérie
3. GIGAN Serge
4. FROMENT Isabelle
5. NICOSIA Olivier

4 – Collège des anciens exploitants et assimilés

1 siège à pourvoir

- Liste Confédération paysanne de l’Orne

1. AILLARD Sylvain
2. DEROUAULT Marie-Claire
3. LERAY Laurent

- Liste FDSEA-JA de l’Orne

1. DELAUNAY Jean-Luc
2. GUERIN Anne-Marie
3. BAZILLE Raymond

- Liste « 100 % agriculteurs, ensemble, pour une retraite digne et méritée » présentée par la Coordination rurale de l’Orne

1. DECRAEMERE Odile
2. LEROYER Jean-Claude
3. LE BRETHON Antoine

5 a– Collège des coopératives agricoles de la production agricole

1 siège à pourvoir

- Liste « Avec les CUMA, pour les projets collectifs »

1. LINCK Xavier
2. ALLAIS Sébastien

5 b– Collège des autres coopératives et SICA

3 sièges à pourvoir

- Liste La Coopération Agricole de l'Orne

1. LOUVET Alain
2. CRISON Blandine
3. BENOIT Jean-Claude
4. LOUVEL Guillaume
5. COUSIN Emmanuel

5 c– Collège des caisses de crédit agricole

1 siège à pourvoir

- Liste Caisses Locales de Crédit Agricole

1. BELLOCHE Jean-Louis
2. SCHADE Ingrid
3. GUILLEMIN Pierre-Henri

5 d– Collège des caisses d'assurance mutuelles agricoles et des caisses de mutualité sociale agricole

1 siège à pourvoir

- Liste Caisses d'Assurances Mutuelles Agricoles et des Caisses de Mutualité Sociale Agricoles

1. BOURGEOIS Luc
2. LEGENDRE Corinne
3. CHOTARD François

5 e– Collège des organisations syndicales a vocation générale d'exploitants agricoles ou de jeunes agriculteurs

1 siège à pourvoir

- Liste FDSEA - JA de l'Orne

1. PAPIN Florian
2. FERET Françoise
3. BOULIVET Kévin

ARTICLE 2 - L'envoi des bulletins de vote et des professions de foi par courrier postal et l'affichage des listes de candidats sur la plate-forme de vote électronique sont opérés conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 3 - Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne.

Alençon, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général,
Signé
Yohan BLONDEL

Voies et délais de recours

Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez déposer soit :

- un recours gracieux devant l'auteur de la décision ;
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ;
- un recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente, Tribunal Administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Arrêté n° 1113-2024-0362

**Élections des membres de la chambre d'agriculture de l'Orne
Listes électorales définitives des électeurs individuels**

Le Préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le décret n° 2024-817 du 8 juillet 2024 relatif à la composition des chambres d'agriculture et à l'élection de leurs membres ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2024 pris en application de l'article R. 511-44 du Code rural et de la pêche maritime et convoquant les électeurs pour l'élection des membres des chambres d'agriculture ;

Vu l'arrêté n° 1113-2024-0351 du 26 novembre 2024 fixant les listes électorales définitives des électeurs individuels ;

Vu les réunions de la commission d'établissement des listes électorales des 18 septembre, 18 octobre et 20 novembre 2024 ;

Vu la radiation sur les listes électorales de quatre électeurs décédés ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - En vue du renouvellement des membres de la chambre d'agriculture de l'Orne, les listes électorales définitives des électeurs individuels sont arrêtées à 24 275 électeurs répartis comme suit :

- 4808 électeurs dans le collège des chefs d'exploitations et assimilés ;
- 3819 électeurs dans le collège des propriétaires-usufruitiers ;
- 3927 électeurs dans le collège des salariés de la production agricole ;
- 2294 électeurs dans le collège des salariés des groupements professionnels agricoles ;
- 9427 électeurs dans le collège des anciens exploitants et assimilés.

ARTICLE 2 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Orne.

ARTICLE 3 - Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 1113-2024-0351 du 26 novembre 2024 fixant les listes électorales définitives des électeurs individuels.

Alençon, le 19 décembre 2024

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet,
Secrétaire Général,
Signé
Yohan BLONDEL

Voies et délais de recours

Si vous estimez que la décision prise par l'administration est contestable, vous pouvez déposer soit :

- un recours gracieux devant l'auteur de la décision ;
- un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur ;
- un recours contentieux devant la juridiction administrative territorialement compétente, Tribunal Administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

Bureau de la coordination interministérielle et de l'environnement

**Arrêté n° 1122-2024-20102
Portant modification de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code du domaine de l'État,

VU le Code de l'environnement,

VU le Code forestier,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme,

VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre, ratifiée et modifiée par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, et modifiée par l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005,

VU le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne,

Vu le décret du 08 novembre 2023 nommant Monsieur Yohan BLONDEL secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Yohan BLONDEL, secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives,

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles,

VU le décret n° 2017-181 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale,

VU le décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relatif aux dispositions réglementaires du code des relations entre le public et l'administration,

VU l'arrêté préfectoral N°1122-22-20-061 du 6 juillet 2022 modifié portant renouvellement de la composition de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites,

VU le courriel en date du 12 décembre 2024 de monsieur le président de la fédération départementale des chasseurs de l'Orne,
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Orne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - La commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites est modifiée. Les modifications apparaissent en *gras italique* dans l'article 3 – paragraphe I – troisième collège.

ARTICLE 2 - Définition

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites concourt à la protection de la nature, à la préservation des paysages, des sites et du cadre de vie et contribue à une gestion équilibrée des ressources naturelles et de l'espace dans un souci de développement durable. Elle est régie par les dispositions des articles 8 et 9 du décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 inscrites à l'article R. 341-16 du Code de l'environnement.

I. Au titre de la protection de la nature, la commission est notamment chargée d'émettre un avis, dans les cas et selon les modalités prévues par les dispositions législatives ou réglementaires, sur les projets d'actes réglementaires et individuels portant sur les réserves naturelles, les biotopes, la faune et la flore, le patrimoine géologique et les établissements hébergeant des animaux d'espèces non domestiques autres que les espèces de gibier dont la chasse est autorisée.

Elle constitue une instance de concertation qui peut être consultée sur la constitution, la gestion et l'évaluation du réseau Natura 2000 dans le département.

II. Au titre de la préservation des sites et des paysages, du cadre de vie et de la gestion équilibrée de l'espace, la commission exerce notamment, dans les cas et selon les modalités prévues par les dispositions législatives ou réglementaires, les attributions suivantes :

1° Elle prend l'initiative des inscriptions et des classements de sites, émet un avis sur les projets relatifs à ces classements et inscriptions ainsi qu'aux travaux en sites classés ;

2° Elle veille à l'évolution des paysages et peut être consultée sur les projets de travaux les affectant ;

3° Elle émet les avis prévus par le Code de l'urbanisme ;

4° Elle se prononce sur les questions posées par la publicité, les enseignes et les pré-enseignes ;

5° Elle émet un avis sur les projets d'unités touristiques nouvelles (formation non créée, le département de l'Orne n'étant pas concerné).

III. Au titre de la gestion équilibrée des ressources naturelles, la commission, dans les cas et selon les modalités prévues par les dispositions législatives ou réglementaires, élabore le schéma départemental des carrières et se prononce sur les projets de décisions relatifs aux carrières.

ARTICLE 3 - Composition

La commission se réunit en cinq formations spécialisées, présidées par le Préfet ou son représentant, et composées à parts égales de membres de chacun des quatre collèges :

1° Un collège de représentants des services de l'État ;

2° Un collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale ;

3° Un collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles ;

4° Un collège de personnes compétentes dans les domaines d'intervention de chaque formation spécialisée.

I – La formation dite " nature " exerce les compétences dévolues à la commission au titre du I de l'article R. 341-16 du code de l'environnement.

1° le collège de représentants des services de l'État, membres de droit :

- Monsieur le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Orne, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

2° le collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale :

- M. Yves GOASDOUE, maire de FLERS, ou son représentant,
- M. Pascal PECCHIOLI, maire de PERCHE EN NOCÉ, ou son représentant,
- M. Guy ROMAIN, maire de VIMOUTIERS, ou son représentant,
- M. Mostefa MAACHI, maire de SÉES, ou son représentant.

3° le collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

titulaire : M. Daniel GENISSEL, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne (FDSEA),
suppléant : M. Marc GEGU, FDSEA,

titulaire : M. Jean-François de CAFFARELLI, Centre régional de la propriété forestière (CRPF),
suppléant : M. François HUREL, CRPF,

titulaire : M. Nicolas TISON, chambre d'agriculture de l'Orne,
suppléant : M. Damien LOUVEL, chambre d'agriculture de l'Orne,

titulaire : non désigné, fédération départementale des chasseurs,

suppléant : M. Jean-Claude PEIGNEY, fédération départementale des chasseurs.

4° le collège de personnes compétentes en matière de protection de la flore et de la faune sauvage ainsi que des milieux naturels :

titulaire : M. Gérard GRANDSIRE, (vétérinaire retraité),
suppléant : non désigné,

titulaire : M. Pascal PECHIOILLI, Parc Naturel Régional (PNR),
suppléant : M. Daniel CHEVEE, PNR,

titulaire : M. Renaud JEGAT, (professeur en aménagement des espaces naturels),
suppléant : non désigné,

titulaire : M. Jacques AVOINE (géologue),
suppléant : non désigné.

Lorsque la formation spécialisée se réunit en instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000, le Préfet peut inviter des représentants d'organismes consulaires et des activités présentes sur les sites Natura 2000, notamment agricoles, forestières, extractives, touristiques ou sportives, à y participer, sans voix délibérative.

II – La formation dite " des sites et paysages " exerce les compétences dévolues à la commission au titre des 1°, 2° et 3° du II de l'article R. 341-16 du code de l'environnement.

1° le collège de représentants des services de l'État :

- Monsieur le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Orne, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

2° le collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale comprenant au moins un intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire :

- M. Yves GOASDOUE, maire de FLERS, ou son représentant,
- M. Pascal PECCHIOLI, maire de PERCHE EN NOCÉ, ou son représentant,
- M. Guy ROMAIN, maire de VIMOUTIERS, ou son représentant,
- M. Mostefa MAACHI, maire de SÉES, ou son représentant.

3° le collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

titulaire : M. Daniel GENISSEL, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne (FDSEA),
suppléant : M. Marc GEGU, FDSEA de l'Orne,

titulaire : M. Jean-François de CAFFARELLI, Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF),
suppléant : M. François HUREL, CRPF,

titulaire : M. Nicolas TISON, chambre d'agriculture de l'Orne,
suppléant : M. Damien LOUVEL, chambre d'agriculture de l'Orne,

titulaire : M. Bruno ROLLAND, Groupement Régional des Associations de Protection de l'Environnement (GRAPE),
suppléante : Mme Caroline BEAUDESSON, GRAPE.

4° le collège de personnes compétentes en matière d'aménagement et d'urbanisme, de paysage, d'architecture et d'environnement :

titulaire : Mme Linda LETESSIER QUINTON, (architecte cabinet Archi-TRIAD), Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie

suppléante : Mme Elvire WITTMER, (architecte urbaniste), Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Orne (CAUE),

titulaire : M. Daniel CHEVEE, Parc National Régional (PNR),
suppléant : M. Pascal BILLARD, (paysagiste),

titulaire : Mme Isabelle d'HARCOURT, association la demeure historique,
suppléant : M. Emmanuel de PERTHUIS, association la demeure historique,

titulaire : M. Olivier GRONIER, Fondation du patrimoine,
suppléant : M. Jean-Luc TISSIER, Vieilles Maisons Françaises (VMF).

Lorsque la CDNPS est consultée sur un projet éolien, sa formation dite des « sites et paysages » est complétée par des représentants des professionnels éoliens. Le quatrième collège est alors composé comme suit :

titulaire : Mme Linda LETESSIER QUINTON, (architecte cabinet Archi-TRIAD), Conseil Régional de l'Ordre des Architectes de Normandie

suppléante : Mme Elvire WITTMER, (architecte urbaniste), Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement de l'Orne (CAUE),

titulaire : Mme Isabelle d'HARCOURT, association la demeure historique,
suppléant : M. Emmanuel de PERTHUIS, association la demeure historique,

titulaire : M. Jean-Luc TISSIER, Vieilles Maisons Françaises (VMF),
suppléante : Mme Odile NEOUZE, VMF,

titulaire : M. Adrien GELIN, ABO-WIND,
suppléant : M. Thibaut OLIVIER, France Énergie Éolienne (RWE).

III – La formation dite « de la publicité » exerce les compétences dévolues à la commission au titre du 4° du II de l'article R. 341-16 du code de l'environnement :

1° le collège de représentants des services de l'État :

- Monsieur le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Orne, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,
- Monsieur le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine ou son représentant.

2° le collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale :

- M. Yves GOASDOUE, maire de FLERS, ou son représentant,
- M. Pascal PECCHIONI, maire de PERCHE EN NOCÉ, ou son représentant,
- M. Guy ROMAIN, maire de VIMOUTIERS, ou son représentant,
- M. Mostefa MAACHI, maire de SÉES, ou son représentant.

3° le collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d'associations agréées de protection de l'environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

titulaire : M. Daniel GENISSEL, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Orne (FDSEA),
suppléant : M. Marc GEGU, FDSEA,

titulaire : M. Jean-François de CAFFARELLI, Centre régional de la propriété forestière (CRPF),
suppléant : M. François HUREL, CRPF,

titulaire : M. Nicolas TISON, chambre d'agriculture de l'Orne,
suppléant : M. Damien LOUVEL, chambre d'agriculture de l'Orne,

titulaire : M. Olivier GRONIER, Fondation du patrimoine,
suppléant : M. Pascal PECCHIONI, Parc Naturel Régional du Perche (PNR).

4° le collège de personnes compétentes dans la publicité et fabrication d'enseignes :

titulaire : M. Christophe DA SILVA, JC DECAUX,
suppléant : M. Alain JAMES, MPE-Avenir - Union de la publicité extérieure,

titulaire : M. Cédric NEIL, société GIRAUDY
suppléante : Mme Emmanuelle SEEWS, société Cadres Blancs

titulaire : M. Damien de GOUVILLE, Société Normande d'Affichage
suppléant : M. Philippe BERTOIA, société Cadres Blancs

le maire de la commune concernée : la commune intéressée par le projet ou le président du groupe de travail intercommunal prévu au II de l'article L. 581-14 du Code de l'environnement, est invité à siéger à la séance au cours de laquelle le projet est examiné et a, sur celui-ci, voix délibérative.

IV – La formation dite « des carrières » exerce les compétences dévolues à la commission sur les sujets dont elle est saisie au titre du III de l'article R. 341-16 du code de l'environnement.

1° le collège de représentants des services de l'État :

- Monsieur le Directeur départemental des territoires ou son représentant,
- Monsieur le Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Orne, ou son représentant,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant,

– Monsieur le chef du service départemental de l’architecture et du patrimoine ou son représentant.

2° le collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d’établissements publics de coopération intercommunale :

– M. le Président du Conseil Départemental, ou son représentant : M. Jean-Pierre FERET ou en cas d’empêchement M. Jean-Vincent DU LAC,

– M. Pascal PECCHIOLI, maire de PERCHE EN NOCÉ, ou son représentant,

– M. Guy ROMAIN, maire de VIMOUTIERS, ou son représentant,

– M. Mostefa MAACHI, maire de SÉES, ou son représentant.

3° le collège de personnalités qualifiées en matière de sciences de la nature, de protection des sites ou du cadre de vie, de représentants d’associations agréées de protection de l’environnement et, le cas échéant, de représentants des organisations agricoles ou sylvicoles :

titulaire : M. Olivier DUGUE (géologue),

suppléant : M. Jacques AVOINE,

titulaire : M. Jean-François de CAFFARELLI, Centre régional de la propriété forestière (CRPF),

suppléant : M. François HUREL, CRPF,

titulaire : M. Nicolas TISON, chambre d’agriculture de l’Orne,

suppléant : M. Damien LOUVEL, chambre d’agriculture de l’Orne,

titulaire : M. Thierry PLU, Association Faune et Flore de l’Orne (AFFO),

suppléant : M. Jean-Pierre LOUVET, AFFO.

4° le collège de personnes compétentes dans l’exploitation de carrières et l’utilisation de matériaux de carrières :

titulaire : M. Sylvain LEBORGNE, carrières de Vignats, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’exploitants de carrières,

suppléant : M. Tristan COLLIN, carrière de Chailloué, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’exploitants de carrières,

titulaire : Mme Angélique SANTOS-MONTEIRO, Société C3V à Sainte Honorine la Chardonne, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’exploitants de carrières,

suppléant : M. Jean-Pierre MOTTIN, Sablière de la Heslière à Longny les Villages, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’exploitants de carrières,

titulaire : M. Franck AMOURETTE, CEMEX Bétons Nord Ouest, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’utilisateurs de matériaux,

suppléant : M. Sébastien HARASSE, Eurovia Normandie, Union nationale des industries de carrières et matériaux de construction, représentant la profession d’utilisateurs de matériaux,

Le maire de la commune concernée : comme le prévoit l’article R.341-23 du Code de l’environnement, le maire de la commune sur le territoire de laquelle une exploitation de carrière est projetée est invité à siéger à la séance au cours de laquelle la demande d’autorisation est examinée et a voix délibérative.

V – La formation dite de la « faune sauvage captive » exerce les compétences dévolues à la commission au titre du I de l’article R. 341-16 du code de l’environnement :

1° le collège de représentants des services de l’État :

– Monsieur le Directeur départemental des territoires ou son représentant,

– Monsieur le Directeur départemental de l’emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l’Orne, ou son représentant,

– Monsieur le Directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement ou son représentant,

– Monsieur le chef du service départemental de l’architecture et du patrimoine ou son représentant.

2° le collège de représentants élus des collectivités territoriales et, le cas échéant, de représentants d’établissements publics de coopération intercommunale :

– M. Yves GOASDOUE, maire de FLERS, ou son représentant,

– M. Pascal PECCHIOLI, maire de PERCHE EN NOCÉ, ou son représentant,

– M. Guy ROMAIN, maire de VIMOUTIERS, ou son représentant,

– M. Mostefa MAACHI, maire de SÉES, ou son représentant.

3° le collège de personnalités qualifiées représentants d’associations agréées dans le domaine de la protection de la nature et des scientifiques compétents en matière de faune sauvage captive :

titulaire : M. Daniel GENISSEL, Fédération départementale des syndicats d’exploitants agricoles de l’Orne (FDSEA),

suppléant : M. Marc GEGU, FDSEA,

titulaire : M. Jean-François de CAFFARELLI, Centre régional de la propriété forestière (CRPF),
suppléant : M. François HUREL, CRPF,

titulaire : M. Nicolas TISON, chambre d'agriculture de l'Orne,
suppléant : M. Damien LOUVEL, chambre d'agriculture de l'Orne,

titulaire : Mme Rosine GUERCHAIS, Association Faune et Flore de l'Orne (AFFO),
suppléant : M. David VAUDORE, AFFO.

4° le collège de personnes compétentes représentant des responsables d'établissements pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques :

titulaire : Mme Cindy RICHOUX-HARDY,
Suppléant : non désigné,

titulaire : M. Gérard GRANDSIRE, (vétérinaire retraité),
suppléant : non désigné,

titulaire : M. Emmanuel MESPLIER, club des oiseaux exotiques,
suppléant : non désigné,

titulaire : non désigné,
suppléant : non désigné.

ARTICLE 4 - Suppléance

Le président et les membres qui siègent en raison des fonctions qu'ils occupent peuvent se faire suppléer par un membre du service ou de l'organisme auquel ils appartiennent.

Un membre désigné en raison de son mandat électif ne peut se faire suppléer que par un élu de la même assemblée délibérante.

Le membre qui, au cours de son mandat, décède, démissionne ou perd la qualité au titre de laquelle il a été désigné est remplacé pour la durée du mandat restant à courir par une personne désignée dans les mêmes conditions.

Lorsqu'il n'est pas suppléé, le membre d'une commission peut donner un mandat à un autre membre. Sauf dispositions contraires, nul ne peut détenir plus d'un mandat.

ARTICLE 5 - Mandat

Les membres de la commission sont nommés par le Préfet pour une durée de trois ans renouvelable à compter du dernier arrêté portant composition de la présente commission, **soit jusqu'au 6 juillet 2025.**

ARTICLE 6 - Règlement intérieur

La commission est dotée d'un règlement intérieur soumis à l'approbation de la majorité des membres.

ARTICLE 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Orne est chargée de l'exécution du présent arrêté qui est publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Orne, et notifié à chaque membre.

Alençon, le 17 décembre 2024

Pour le préfet,
Le sous-préfet,
secrétaire général
Signé

Yohan BLONDEL

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Caen, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa publication, soit :

- par voie postale à l'adresse suivante : Tribunal Administratif – 3 rue Arthur Leduc – 14000 Caen
- par voie électronique à l'adresse suivante : « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Arrêté n° 2540-2024-016

**Portant traitement d'une insalubrité liée à un danger dans un habitat logement sis
lieu-dit 43 rue de Montparnasse – 61120 Vimoutiers - références cadastrales AI 46**

Le préfet de l'Orne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de la santé publique et notamment l'article L. 1311-4 ;

VU le décret du 12 janvier 2022 nommant Monsieur Sébastien JALLET, préfet de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1122-2024-10011 du 15 avril 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Yohan BLONDEL, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Orne ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 février 1984 portant règlement sanitaire départemental du département de l'Orne ;

VU le protocole en date du 11 février 2022 organisant les relations entre le préfet, représentant de l'état dans le département de l'Orne et le directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

VU le rapport du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie du 27 novembre 2024, confirmant la présence de dangers imminents, manifestes et constatés au sein du logement sis 43 rue de Montparnasse – 61120 Vimoutiers, références cadastrales AI46, propriété de la SCI MIFDEL SIREN 829 918 283 domiciliée sis 3 rue Eugène Lecoœur – 61120 Vimoutiers ;

CONSIDÉRANT le risque de survenue d'accidents graves : électrisation, électrocution ou incendie liés à une installation électrique dangereuse et intoxication au monoxyde de carbone liée à une installation défectueuse d'un poêle à bois ;

CONSIDÉRANT la faisabilité des mesures et/ou travaux correctifs permettant de supprimer le danger ainsi que les risques sanitaires et accidentels associés il y a lieu d'ordonner en urgence leur exécution sous un délai contraint ;

Sur proposition du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - La SCI MIFDEL SIREN 829 918 283 domiciliée sis 3 rue Eugène Lecoœur – 61120 Vimoutiers est mise en demeure, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, d'exécuter la mise en sécurité de l'installation électrique et la suppression du risque lié à l'utilisation du poêle à bois du logement sis 43 rue de Montparnasse – 61120 Vimoutiers, références cadastrales AI46, occupé par Monsieur FRATRAS Ruddy et Madame FRATRAS Jennifer et leurs trois enfants

ARTICLE 2 - Les travaux correctifs destinés à remédier aux désordres responsables des dangers devront être réalisés dans les règles de l'art.

Le propriétaire, mentionné à l'article 1, ou ses ayants-droits, tient à la disposition de l'administration tous les justificatifs attestant de la parfaite réalisation des travaux.

ARTICLE 3 - A l'échéance du délai fixé, faute au propriétaire, mentionné à l'article 1, ou ses ayants-droits, de ne pas avoir appliqué les mesures édictées à l'article 1, l'autorité compétente procédera d'office à l'exécution aux frais de la personne défaillante dans les conditions précisées à l'article L. 511-20 du Code de la construction et de l'habitation. La créance en résultant sera recouvrée dans les conditions précisées à l'article L. 511-17 du Code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 4 - Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales définies à l'article L. 511-22 du Code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

A défaut de disposer ou de connaître les adresses des personnes mentionnées à l'article 1 ou de pouvoir les identifier, le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'à la mairie de Vimoutiers, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues à l'article L. 511-12 du Code de la construction et de l'habitation. Un certificat d'affichage sera transmis à l'ARS de Normandie par les services municipaux ou la police municipale de la commune.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté sera transmis :

- au Procureur de la République, Tribunal judiciaire, rue des Anciens Combattants, 61202 Argentan ;
- à la sous-préfète d'Argentan, référente habitat indigne de l'Orne, 9, route de Sées B.P. 20207, 61202 Argentan Cedex ;
- au Directeur départemental des territoires (DDT), cité administrative, 21 place Bonet, CS 20537, Alençon Cedex 61007 ;
- au Directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), cité administrative, 21 place Bonet, BP538, 61007 Alençon cedex ;
- au Maire de Vimoutiers, 15 rue de Châtelet, 61120 Vimoutiers ;
- à la caisse d'allocations familiales de l'Orne (CAF 61), Service prestations, 14 rue du 14ème Hussards, 61021 Alençon cedex ;
- à l'Agence départementale d'information sur le logement de l'Orne (ADIL 61), 88 rue Sainte Blaise, 61000 Alençon cedex ;

ARTICLE 7 - Le Sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Orne, la sous-préfète d'Argentan, référente de la lutte contre l'habitat indigne, le maire de Vimoutiers, le directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, le directeur départemental des territoires de l'Orne, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de l'Orne, le commandant du groupement de gendarmerie et les officiers et agents de police judiciaires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le 5 décembre 2024

Pour le Préfet de l'Orne

Le Sous-préfet,
Secrétaire Général

Signé
Yohan BLONDEL

Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de l'Orne, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut réponse implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé et de la prévention (Direction générale de la santé - EA2 – 14, avenue Duquesne - 75350 Paris 07 SP), dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Caen, 3, rue Arthur Leduc, B.P. 536, 14036 Caen Cedex, également dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut réponse implicite de rejet. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Sanctions pénales : Article L 511-22 du Code de la construction et de l'habitation

Article R 1312-8 du Code de la santé publique

Article L. 511-22

Création Ordonnance n° 2020-1144 du 16 septembre 2020 – art 1

I. - Est puni d'un an d'emprisonnement et d'une amende de 50 000 € le refus délibéré et sans motif légitime d'exécuter les travaux et mesures prescrits en application du présent chapitre.

II. - Est puni de deux ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 000 € le fait de ne pas déférer à une mise en demeure du représentant de l'État dans le département prise sur le fondement de l'article L. 1331-23 du Code de la santé publique concernant des locaux mis à disposition aux fins d'habitation dans des conditions qui conduisent manifestement à leur sur-occupation.

III. - Est puni d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 € :

1° Le fait de dégrader, détériorer, détruire des locaux ou de les rendre impropres à l'habitation de quelque façon que ce soit dans le but d'en faire partir les occupants lorsque ces locaux sont visés par un arrêté de mise en sécurité ou de traitement de l'insalubrité ;

2° Le fait, de mauvaise foi, de ne pas respecter une interdiction d'habiter ou d'accéder aux lieux prise en application du présent chapitre.

IV. - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou de l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction. Lorsque les biens immeubles qui appartenaient à la personne condamnée au moment de la commission de l'infraction ont fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, le montant de la confiscation en valeur prévue au neuvième alinéa de l'article 131-21 du Code pénal est égal à celui de l'indemnité d'expropriation ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales ;

3° L'interdiction pour une durée de dix ans au plus d'acheter un bien immobilier à usage d'habitation ou un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement ou d'être usufruitier d'un tel bien ou fonds de commerce. Cette interdiction porte sur l'acquisition ou l'usufruit d'un bien ou d'un fonds de commerce soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social de la société civile immobilière ou en nom collectif se portant acquéreur ou usufruitier, soit sous forme de parts immobilières. Cette interdiction ne porte toutefois pas sur l'acquisition ou l'usufruit d'un bien immobilier à usage d'habitation à des fins d'occupation à titre personnel.

Le prononcé des peines complémentaires mentionnées aux 1° et 3° du présent IV est obligatoire à l'encontre de toute personne coupable d'une infraction prévue au présent article. Toutefois, la juridiction peut, par une décision spécialement motivée, décider de ne pas prononcer ces peines, en considération des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur.

V. - Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues à l'article 121-2 du Code pénal, des infractions définies au présent article encourent, outre l'amende suivant les modalités prévues à l'article 131-38 du Code pénal, les peines prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du même Code.

Elles encourent également la peine complémentaire d'interdiction, pour une durée de dix ans au plus, d'acheter ou d'être usufruitier d'un bien immobilier à usage d'habitation ou d'un fonds de commerce d'un établissement recevant du public à usage total ou partiel d'hébergement.

La confiscation mentionnée au 8° du même article 131-39 porte sur le fonds de commerce ou l'immeuble destiné à l'hébergement des personnes et ayant servi à commettre l'infraction.

Le prononcé de la peine de confiscation mentionnée au même 8° et de la peine d'interdiction d'acheter ou d'être usufruitier mentionnée au deuxième alinéa du présent V est obligatoire à l'encontre de toute personne coupable d'une infraction prévue au présent article. Toutefois, la juridiction peut, par une décision spécialement motivée, décider de ne pas prononcer ces peines, en considération des circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur.

Lorsque les biens immeubles qui appartenaient à la personne condamnée au moment de la commission de l'infraction ont fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique, le montant de la confiscation en valeur prévue au neuvième alinéa de l'article 131-21 du code pénal est égal à celui de l'indemnité d'expropriation.

VI. - Lorsque les poursuites sont engagées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent Code.

Article R1312-8 du Code de la santé publique

Décret n° 2007-75 du 22 janvier 2007 – art.1() JORF 23 janvier 2007

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe le fait de ne pas exécuter les mesures ordonnées par le préfet en application de l'article L. 1311-4.

La récidive de la contravention prévue au premier alinéa est réprimée conformément à l'article 132-11 du code pénal.